

Pr Kourra Félicité OWONA MFEGUE

Maitre de conférences en droit public • Conseillère juridique et politique en opérations de paix des Nations Unies •
Avocate aux barreaux de Paris et du Cameroun • Arbitre international
innafeeliteo@hotmail.com | Paris (France) • Yaoundé (Cameroun) | Nationalité : Cameroun.

PROFIL PROFESSIONNEL

Juriste internationaliste, Docteur en droit international public de l'Université Paris Nanterre, forte de dix-huit années d'expérience juridique à responsabilités croissantes, dont environ cinq années en qualité de conseillère juridique de classe P-4 au sein d'opérations de paix des Nations Unies (MINUSCA, MENUB) et plus d'une décennie d'engagements juridiques auprès d'organisations internationales (PNUD, UNOPS, TPIR, Union africaine, Organisation internationale de la Francophonie).

Avocate aux barreaux de Paris et du Cameroun, avec une expérience du contentieux devant les juridictions internes, les organes quasi juridictionnels et une juridiction pénale internationale. Arbitre international. Professeure de droit international public. Français et anglais courants (niveau ONU IV, à l'oral comme à l'écrit).

DOMAINES D'EXPERTISE JURIDIQUE

- Droit international public et droit des traités, Privilèges, immunités, SOFA / SOMA
- Droit électoral et réforme institutionnelle
- Droit international des droits de l'homme et pénal
- Contentieux et arbitrage international
- Encadrement de juristes et renforcement des capacités

FONCTIONS ACADÉMIQUES ET PUBLICATIONS

Professeure / Maître de conférences en droit international 2008 – 2017 ; de nouveau depuis mars 2026

Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé II

- Enseigne le droit international public, le droit international humanitaire, le droit des droits de l'homme, le droit de l'Union africaine et la pratique de la Cour internationale de Justice, notamment dans le cadre du master conjoint avec l'Université de Padoue.
- Séminaires avancés sur les immunités et la responsabilité des acteurs non étatiques ; direction de recherches sur la traite des êtres humains, le terrorisme et les conflits armés.

Professeure invitée — Gouvernance et développement politique

2023 – 2026

Université Senghor d'Alexandrie, Égypte

- Enseignements de troisième cycle sur la gouvernance, l'État de droit et le développement politique. Conception et enseignement, en 2026, d'un cours sur l'architecture politico-institutionnelle et les trajectoires de développement, en analyse croisée Rwanda, Haïti, Bénin et Cameroun.

Chargée de cours — Diplomatie des droits de l'homme et action humanitaire en Afrique

avr. 2010

Université catholique d'Afrique centrale (UCAC), Yaoundé, Cameroun

- Enseignement de la diplomatie des droits de l'homme et de l'action humanitaire en Afrique ; conception de programmes pédagogiques visant à promouvoir la compréhension des droits de l'homme dans le contexte africain.
- Recherches et collecte d'informations sur les questions de droits de l'homme concernant les femmes africaines.
- Renforcement des capacités des étudiants africains sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits ; formation de professionnels sur diverses thématiques, dont la traite des êtres humains.

Chargée d'enseignement (vacataire) — Droit constitutionnel et institutions politiques

sept. 2006 – juin 2007

Université Paris XII (Paris-Est Créteil), Créteil, France

- Enseignement du droit constitutionnel et des institutions politiques.
- Analyse documentaire et contribution au rapport semestriel du Doyen ; production de supports destinés à la diffusion interne et externe, y compris des notes de discussion.
- Recherche et rédaction d'une politique relative aux institutions politiques, mise en œuvre par la suite ; conception d'un dispositif garantissant la participation égale des femmes et des hommes aux travaux dirigés.

Juriste / Responsable électorale (affaires juridiques et procédures), P-4

avr. 2022 – mars 2026

MINUSCA — Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, Bangui

- Chef de l'Unité juridique et des procédures ; point focal juridique principal auprès de la direction de mission, de l'Autorité nationale des élections et de la Cour constitutionnelle sur les questions de droit international public, constitutionnel, administratif et électoral touchant au mandat.
- Direction du volet juridique de la réforme du Code électoral centrafricain — conception, promulgation et vulgarisation — et contrôle de la conformité aux normes constitutionnelles et internationales en vue des élections groupées de décembre 2025.
- Examen d'accords, de mémorandums d'entente, de politiques et de procédures au regard des cadres juridiques des Nations Unies, y compris les questions de privilèges, d'immunités et d'accords sur le statut des forces.
- Production de notes juridiques, de câbles codés et d'éléments de langage pour la haute direction ; coordination de l'appui juridique des partenaires internationaux (EISA notamment) ; encadrement de personnel national et international et transfert de méthode rédactionnelle et de raisonnement juridique aux collègues nationaux.
- Point focal pour la participation politique des femmes : renforcement des cadres juridiques sensibles au genre, en coordination avec ONU Femmes et les organisations de la société civile nationales.

Juriste, Section des affaires juridiques, P-4 (affectation concomitante)

mai 2022 – juin 2023

MINUSCA — appui à la chaîne pénale, à la lutte contre l'impunité et au renforcement des institutions judiciaires, Bangui

- Conseil juridique régulier en droit international public, droit administratif et matière de privilèges et immunités intéressant la Mission.
- Suivi de dossiers sensibles relatifs à la Cour pénale spéciale, aux arrestations, aux détentions et aux mémorandums d'entente.
- Conseil en matière de responsabilité du personnel et suivi de dossiers sensibles, en particulier les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles et les fautes imputées au personnel en tenue.

Conseillère juridique / Assistante spéciale du Chef de mission (Responsable électorale), P-4

mai – déc. 2015

MENUB — Mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi, Bujumbura

- Conseillère juridique et point focal auprès du Chef de mission par intérim durant trois scrutins successifs, dans un environnement politique très dégradé.
- Rédaction de notes juridiques sur les recours devant la Cour constitutionnelle, conseil sur la révision du cadre juridique électoral et contributions juridiques et analytiques aux rapports destinés au Conseil de sécurité.
- Contribution au manuel des observateurs et à la revue après action conduite avant la réduction des effectifs de la Mission.

Experte juridique électorale (consultante)

févr. 2018 – juil. 2019

UNOPS / Commissions administratives spéciales (CAS), Nouméa, Nouvelle-Calédonie

- Analyse juridique et conseil procédural sur l'établissement et la révision des listes électorales spéciales pour les assemblées de province, le Congrès et les consultations sur l'accession à la pleine souveraineté.
- Traitement des dossiers contentieux d'inscription, conseil sur la conformité au droit interne et aux normes internationales, participation aux audiences électorales devant la juridiction compétente, en lien étroit avec les autorités françaises.

Juriste / Spécialiste de l'accès à la justice

oct. 2011 – juin 2012

PNUD — Garowe, Somalie (Puntland et Somaliland)

- Conduite d'investigations juridiques et préparation de dossiers ; rédaction de plaintes, d'écritures, de mémorandums et d'actes de procédure ; élaboration de stratégies contentieuses en environnement post-conflit fragile.
- Représentation de parties devant des organes administratifs et quasi juridictionnels ; conseil en arbitrage international, en modes alternatifs de règlement des différends et en exécution des jugements étrangers.
- Appui à la création de centres d'aide juridique et aux travaux d'harmonisation du droit coutumier, de la charia et du droit séculier ; conseil en droit public, contrats administratifs et droit du service public.

Analyste juridique / Conseillère juridique et genre — missions électorales de l'Union africaine

2017 – 2020

Commission de l'Union africaine, Département des affaires politiques — Côte d'Ivoire, RD Congo, Niger, Sénégal

- Évaluation des cadres juridiques et électoraux nationaux au regard des normes internationales, continentales et régionales ; rédaction d'analyses juridiques orientant l'engagement stratégique de l'UA, dont la mission internationale d'évaluation des besoins au Niger conduite avec le RESAO.
- Chef de l'équipe technique, volet juridique et genre, mission d'observation électorale de l'UA en Côte d'Ivoire (2020) : direction de l'équipe technique, coordination des observateurs de long terme et conception d'une stratégie globale de promotion de l'égalité dans l'administration électorale.
- Médiatrice du réseau FemWise-Africa du Panel des Sages de l'Union africaine (depuis 2018).

Juriste de recherche — Bureau du Procureur**août – nov. 2009***Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Arusha, Tanzanie*

- Recherches juridiques sur les affaires pendantes de génocide et de crimes internationaux ; rapports au Procureur ; liaison avec le service de protection des témoins et des victimes, avec traitement d'informations hautement sensibles.

Juriste et chargée des politiques — Assistante spéciale de l'Ambassadeur**janv. – avr. 2008***Mission permanente de la République du Cameroun auprès des Nations Unies, New York*

- Analyse juridique d'accords, de résolutions de l'Assemblée générale et de traités ; examen des conventions en instance de ratification ; rédaction d'amendements, de réserves et de notes juridiques pour l'Ambassadeur.

Juriste de recherche (stagiaire) — Bureau des affaires juridiques (OLC/OLA)**2007***Siège des Nations Unies, New York*

- Recherches juridiques sur les immunités diplomatiques et les accords de siège relatifs à la création de bureaux régionaux des Nations Unies ; participation aux réunions OLC/OLA.

PRATIQUE DU DROIT, ARBITRAGE

Avocate — barreaux de Paris et du Cameroun**2017 – 2026***Exercice indépendant, Paris et Yaoundé*

- Conseil sur les litiges nés de contrats et d'accords et sur les réclamations de tiers pour décès, dommages corporels et dommages matériels ; appréciation de la responsabilité à partir de rapports de police, de témoignages et de dossiers médicaux ; rédaction d'avis juridiques et d'évaluations de réclamations.
- Représentation devant les juridictions, rédaction d'écritures et de conclusions, plaidoiries, règlement des affaires par voie contentieuse ou transactionnelle ; conseil sur les recours contre les sentences arbitrales et sur l'exequatur des sentences étrangères.
- Pratique contentieuse au bénéfice de femmes victimes de violences sexuelles et domestiques.

Arbitre — Chambre de conciliation et d'arbitrage du Comité national olympique et sportif**2018 – 2021***Yaoundé, Cameroun — liaison avec le Tribunal arbitral du sport, Lausanne/Zurich*

- Arbitre désignée par les parties dans des litiges politiquement sensibles impliquant la Fédération camerounaise de football et la juridiction administrative sportive.

Conseil juridique — lutte contre la corruption et accès à la justice**2016***Transparency International Cameroun, projet CAJAC*

- Médiation et règlement de plaintes pour corruption dans le cadre d'une assistance juridique gratuite ; contribution au rapport du Barreau camerounais sur les droits de l'homme et aux études sur l'accès des femmes à la terre et sur l'intégrité dans le secteur forestier.

FORMATION ET TITRES PROFESSIONNELS

Doctorat en droit international public — Université Paris Ouest Nanterre La Défense (France)	2013
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) — École de formation du barreau, Paris	2017
Certificat d'administrateur des élections — Université Panthéon-Assas (Paris II)	2014
DEA de droit public des activités économiques — Université Paris-Est Créteil	2005
Maîtrise en droit public des affaires — Université Paris-Est Créteil	2004
Diplôme de fin de cycle d'enseignement diplomatique supérieur — Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Paris	2004
Maîtrise en droit comparé — Université Paris-Est Créteil	2003
Licence en droit — Université Montesquieu-Bordeaux IV	2002

BARREAUX, LANGUES ET RÉFÉRENCES

Barreaux : Paris (France) et Cameroun. Arbitre international. Médiatrice du réseau FemWise-Africa de l'Union africaine.

Langues : français — langue maternelle (niveau ONU IV) ; anglais — courant (niveau ONU IV, à l'oral et à l'écrit). Notions d'italien et de portugais.